



GOVERNEMENT

Liberté
Égalité
Fraternité

DÉMOCRATIE ET FAIT NUMÉRIQUE : DE L'INFORMATION À L'ACTION

13 octobre 2021 – de 9 à 18h

PROGRAMME DE LA JOURNÉE

9h : **Discours inaugural** de M. Cédric O, secrétaire d'Etat chargé de la Transition numérique et des Communications électroniques

9h30 : **Ouverture** par Yves Le Breton, directeur général de l'ANCT, Bruno Sportisse, Président-direct général d'Inria et Françoise Mercadal-Delasalles et Gilles Babinet, coprésidents du Conseil national du numérique

9h45 : **Plénière - Fausses informations et récits collectifs, quelles sont les dynamiques à l'œuvre ?**

Avec Rahaf Harfoush, anthropologue, membre du CNNum ; Roch-Olivier Maistre, président du CSA ; Marc-Antoine Brillant, directeur adjoint de Viginum ; Marie-Caroline Missir, directrice générale du Réseau Canopé-CLEMI ; David Chavalarias, chercheur à l'Institut des systèmes complexes - CNRS ; Marie Peltier, historienne

11h15 : **Ateliers autour des fausses informations**

Atelier 1 : Anticiper, détecter, analyser qualifier les phénomènes

Atelier 2 : Coopérer pour plus d'efficacité

Atelier 3 : Adapter nos comportements face aux nouvelles pratiques technologiques

** Déjeuner **

13h30 : **Ateliers autour de la démocratie, co-organisés avec la Direction interministérielle de la transformation publique et Numérique en commun(s)**

Atelier 1 : Consultations citoyennes : faut-il sauver nos données ?

Atelier 2 : Recherche participative, l'avenir en santé ?

Atelier 3 : Connaître son territoire

15h00 : **Plénière - De la donnée à l'action, un levier d'implication des citoyens dans l'action publique**

Avec Gilles Dowek, informaticien, membre du CNNum, Sébastien Soriano, directeur général de l'IGN, Stéphanie Combes, directrice du Health Data Hub, Laure Lucchesi, directrice d'Etalab, Akim Oural, Élu à la métropole de Lille, président d' OpendataFrance, Javi Creus, fondateur d'Ideas for change, Marta Severo, professeure à l'Université Paris Nanterre

Grand témoin : Eric Bothorel, député des Côtes d'Armor, auteur du rapport Pour une politique publique de la donnée

16h45 : **Restitution** par Françoise Mercadal-Delasalles et Gilles Babinet, co-présidents du Conseil national du numérique

17h00 : **Discours conclusif** de Mme Amélie de Montchalin, ministre de la Transformation et de la Fonction Publiques

ATELIERS AUTOUR DES FAUSSES INFORMATIONS

De 11h15 à 12h30

1. Atelier 1 : Anticiper, détecter, analyser qualifier les phénomènes

Comment apparaissent et se propagent les fausses informations en ligne ? Quels sont les signaux faibles qui alertent sur l'apparition d'un phénomène ?

Si la création et la circulation de fausses informations sont loin d'être nouvelles, les réseaux sociaux et les plateformes de création et de partage de contenus leur ont donné une force de frappe incommensurable. Ces espaces sont des lieux d'observation uniques qu'il est possible de cartographier afin d'analyser la naissance, l'évolution et la propagation de ces phénomènes à travers des écosystèmes variés, mondiaux comme nationaux. Comment peut-on repérer l'émergence d'un mouvement de désinformation ou de mésinformation, ainsi que la propagation d'une fausse information ? Quelles formes prennent-ils ? Quels sont les signaux faibles ? Quels sont les leviers de diffusion sur les réseaux ?

2. Atelier 2 : Coopérer pour plus d'efficacité

Comment être efficace face à un phénomène parfois difficilement saisissable ? Quels outils doivent être développés ? Avec quels acteurs ? Quelles nouvelles formes de coopération entre États, plateformes et individus doivent être inventées pour répondre à ces différents enjeux de mésinformation et de désinformation ?

De nombreuses initiatives récentes illustrent la mobilisation étatique dans la lutte contre les fausses informations et interrogent également sur la coopération entre l'administration, le monde de la recherche, les citoyens et les plateformes. Comment anticiper et appréhender collectivement les stratégies de manipulation étrangères et nationales, en particulier en période électorale ? Quelles données les plateformes devraient-elles être obligées de partager quant à la modération et à l'amplification des contenus viraux ? Comment interagir avec les plateformes pour gagner en efficacité ?

3. Atelier 3 : Adapter nos comportements face aux nouvelles pratiques technologiques

En ligne, comment inciter les utilisateurs à être vigilants face aux informations qu'ils croisent et partagent ? Comment donner, à tous les âges de la vie, des clés de lecture et de compréhension des stratégies de manipulation parfois à l'œuvre ?

Les mécanismes psycho-sociaux qui nous animent nous poussent parfois à réagir de façon intuitive à des informations. Bien souvent les plateformes ont été questionnées et mises en cause en raison de leur capacité à influencer nos choix, jouer sur les biais cognitifs permettant de maximiser de trafic et l'audience. Quel rôle ont les acteurs publics pour donner envie aux individus de vérifier les informations auxquelles ils adhèrent et qu'ils partagent ? Quelles actions les individus peuvent-ils mettre en place pour se prémunir contre les informations toxiques ? Peut-on réinventer le design de sites webs, réseaux sociaux et applications ? Faut-il former les utilisateurs à tous les âges de la vie, et comment ?

ATELIERS AUTOUR DE LA DEMOCRATIE ET DES DONNEES

De 13h30 à 14h45

1. Atelier 1 - Consultations citoyennes : faut-il sauver nos données ?

Les dispositifs de participation citoyenne font désormais partie intégrante des instruments de politique publique, à des objectifs et des échelles diverses. Aux délibérations locales et circonscrites à un sujet spécifique s'ajoutent les consultations à l'échelle de la société toute entière - qu'il s'agisse d'un panel représentatif comme la Convention citoyenne pour le Climat ou que chacun et chacune soient invités à participer, comme lors du Grand débat national. Tous ces dispositifs permettent, à des instants précis ou sur quelques mois, de collecter des informations qui, prises dans leur ensemble, peuvent donner des indications précieuses sur la société française. L'expérience du Grand débat national a montré que la récolte d'informations en quantité massive pouvait poser la question de leurs traitements et accessibilité : format pour la diffusion, récolte de données personnelles, etc. Sans compter que l'articulation difficile entre données collectées en ligne et doléances écrites dans des cahiers de mairies et parfois non-numérisées a donné lieu à une forme d'éparpillement de ces contributions citoyennes.

Les informations recueillies lors des consultations citoyennes sont précieuses, tant dans une finalité de redonner du pouvoir aux citoyens qu'à des fins de recherche - historique, sociologique, politique. Cela devrait donc inciter à se demander ce que nous faisons des informations issues des consultations citoyennes et à penser une politique publique de la donnée issue de ce type d'exercice démocratique.

2. Atelier 2 - Recherche participative, l'avenir en santé ?

La pandémie a contribué à faire entrer la recherche médicale dans l'espace public et auprès du grand public. Chaque avancée a été scrutée, analysée et commentée. L'émergence d'un nouveau virus a contribué à rendre fortement acteurs les patients dans le cadre de leur prise en charge. Si l'émergence du VIH avait consacré une figure nouvelle qu'était le patient expert, la Covid-19 a réinterrogé les modes de collecte de connaissances sur la maladie. Intervenant dans un monde numérisé et davantage décentralisé, la collecte des connaissances s'est reposée sur des nouvelles méthodologies. La science participative quant à elle a souvent été mise en avant. Cet atelier s'intéressera à la construction de communs numériques, à la recherche scientifique et à la santé connectée.

3. Atelier 3 - Connaître son territoire

Les acteurs publics territoriaux ont besoin de données locales fiables pour élaborer leurs stratégies territoriales. Et ce ne sont pas les indicateurs qui manquent. Comment avancer tous ensemble pour une meilleure connaissance de chaque territoire ? Chaque organisme dispose d'outils spécifiques pour documenter les différents champs des politiques publiques (emploi, logement, santé, inclusion, etc.). Mais cette diversité n'est pas sans conséquence. Bien souvent, les approches divergent, rendant difficile l'interopérabilité et l'exploitation des données produites. De quels outils disposent les acteurs publics territoriaux et les entreprises pour connaître leur territoire ? À quels standards répondent-ils ? Quels mécanismes de coordination et de coopérations mettre en place ? Quelle politique d'ouverture de ces données ? Comment donner au plus grand nombre la maîtrise de ce qui est produit ?